# LA TENTATION FACTIEUSE

PAR CAROLINE FOUREST

Où vivons-nous, soudain ? Dans une ménagerie, dans une foire, dans un cirque ? La tentation d'approuver le recours à la violence se rencontre à chaque coin de rue et de forum. Des élus portant l'écharpe tricolore n'ont plus aucun complexe à se dire fascinés par des apprentis sorciers complotistes. De ceux qui incitent leurs troupes à envahir l'Elysée de force sur un coup de tête. Sur Twitter, des commentateurs médiatisés nous font des montées d'hormones, en voyant une petite frappe boxer les forces de l'ordre puis lyncher un policier à terre. Des élus sont menacés, leurs ministères, leurs permanences et leurs domiciles sont attaqués. Quelle sera la prochaine étape ? Faut-il attendre que l'un d'eux se fasse tuer pour réagir ? Mais, surtout, comment sommes-nous tombés si bas, et si vite ?

Ce n'est pas facile à comprendre depuis l'étranger. Allez expliquer à ceux qui vivent dans des pays dévorés par la corruption, la grande pauvreté, les inégalités et l'absence de service public que des Français en veulent à leur Etat au point de tout casser sur les Champs-Elysées. Pas facile.




**Le vrai moteur de la fureur dépasse notre pays.** La fièvre factieuse monte partout dans le monde depuis l'émergence des réseaux sociaux. Elle favorise la radicalisation des opinions et la brutalité des comportements.

La seconde tient à notre tempérament national. Il existe des pays où les mouvements de protestation sont plus constructifs. Chez nous, on a coupé la tête aux rois, on associe la réussite à un privilège, on pense toujours devoir prendre aux autres ce que l'on désire pour soi-même. Ici, les référendums d'initiative populaire ne serviront jamais à proposer une subvention pour les vaches à cornes comme en Suisse, plutôt à raviver la guerre des deux France. Ce n'est pas pour rien si l'interdiction du mariage pour tous figure en tête des revendications du RIC. Le pays réel attend sa revanche contre le pays légal. Et une partie de la gauche radicale, cette idiote utile, lui ouvre grand la porte.

La tentation du coup d'Etat frémit de l'extrême droite à l'extrême gauche en passant par les insoumis. Seul continent progressiste encore debout d'où pouvait renaître l'opposition, ils portent une lourde responsabilité dans ce chaos. Un vrai gâchis. De l'ordre de l'impardonnable.

**Mais le président, bien sûr, est le premier comptable de l'état du pays.** On ne vainc pas le populisme en lui donnant raison, en lui faisant croire qu'on incarne le « nouveau monde » contre l'ancien. Il est même surprenant que l'état de grâce d'un président élu sur une telle fable ait pu durer aussi longtemps. L'affaire Benalla a tout fait voler en éclats. Ce n'est pas étonnant. Archétype du passe-droit, elle réveille la question brûlante de la légitimité du pouvoir. Qu'un jeune président ait réussi à se faire élire par un trou de serrure, grâce aux révélations contre François Fillon et au repoussoir Marine Le Pen, lui donne de très grands devoirs. Celui de conduire l'Etat avec une sagesse redoublée. La moindre arrogance, le moindre écart, surtout en matière d'ordre, et la rue vous présente la facture : elle ne reconnaît plus votre autorité.

**C'est un risque abrasif dans ce monde instable de « dégagisme permanent ».** Rares seront les présidents qui finiront un mandat. Depuis l'élection de Trump, on regrette le temps d'un George W. Bush Junior... C'est dire si le niveau baisse, à une vitesse vertigineuse. A quoi ressembleront nos prochains gouvernants ? Au président brésilien ? A un excité paranoïaque convaincu que le 11 septembre est un complot, ou issu de l'armée, et dont la ministre de la Famille obligera les petits garçons à s'habiller en bleu et les petites filles, en rose ? Ne riez pas, c'est vite arrivé.

Une fois tombés bien bas, alors, on se mettra peut-être à regretter le « vieux monde ». Celui des hommes d'Etat. Ceux que nous avons chassés, moqués et marginalisés. Mais d'où pourraient-ils renaître ? Toutes les grandes familles capables de façonner des hommes de raison, la droite et la gauche républicaines, agonisent. Emmanuel Macron voulait un rapport direct avec les Français. Il l'a. Le résultat est à l'image de ce vide. « La maison France » est attaquée, s'est inquiété Benjamin Griveaux après l'intrusion dans son ministère. Elle l'est. Et il sera toujours plus facile de lui « marcher » dessus que de la reconstruire. ■